

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
MINISTERE DU BUDGET
SECRETARIAT GENERAL

Direction Générale des Politiques et Programmation Budgétaire

COMMENTAIRES SUR LES ETATS DE SUIVI BUDGETAIRE
A FIN MAI 2024 (SITUATION PROVISOIRE)

Les présents commentaires portent sur les Etats de Suivi Budgétaire (ESB) à fin mai 2024, et s'articulent autour de deux points, à savoir :

- le suivi quantitatif des dépenses ;
- le suivi de la fluidité du circuit (volume des dépenses exécutées d'une étape à une autre en relatif et en absolu).

I. SUIVI QUANTITATIF DES DEPENSES

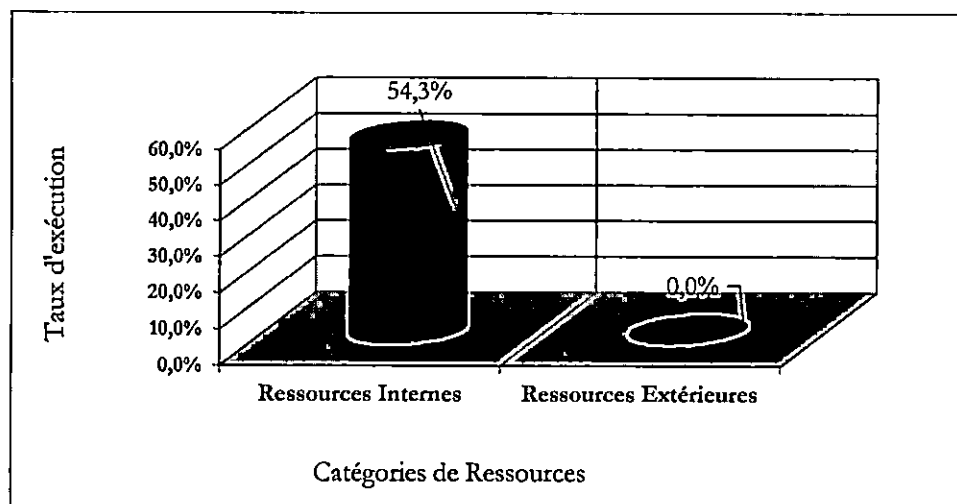
Les Etats de Suivi Budgétaire provisoires à fin mai 2024 renseignent un niveau global d'exécution des dépenses de l'ordre de 5.866.150.383.866 FC contre les prévisions linéaires de 15.569.280.809.286 FC, soit un taux d'exécution de 37,7%.

Ces dépenses exécutées concernent exclusivement les ressources propres qui représentent un taux d'exécution de 54,3% contre les prévisions linéaires qui se chiffrent à 10.799.961.807.741 FC.

A ce jour, les dépenses sur ressources extérieures n'ont connu aucune exécution.

Le graphique 1 ci-dessous renseigne sur l'exécution en pourcentage des dépenses du budget général en ressources internes et extérieures.

Graphique n°1 : Exécution du budget général par catégorie de ressource



1. Les dépenses des rémunérations dont la masse salariale du deuxième trimestre tel qu'indique l'état liquidatif se chiffre à 3.313.620.843.925 FC, influencée essentiellement par le traitement de base du personnel permanent, les primes et indemnités permanentes et autres. Quant au service de la dette, les intérêts concernent principalement le Club de Kinshasa (3.219.543.117 FC) et la dette multilatérale (35.721.537.006 FC).

8/2

La rétrocession aux Administrations financières a été exécutée à concurrence de 380.233.166.696 FC répartie comme suit : la Direction Générale des Impôts 176.740.719.090 FC, la Direction Générale des Douanes et Accises 90.952.243.344 FC et la Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participations 112.540.204.262 FC, représentant respectivement 46,5%, 23,9% et 29,6%.

Outre les rémunérations, le service de la dette, les charges transférées en province et la rétrocession aux administrations financières, l'essentiel de dépenses effectuées à fin mai 2024, a porté sur :

- l'enveloppe de 2.709.794.588 FC pour le déplacement de 1.400 soldats, des matériels et équipements militaires ;
- le paiement de 1.135.955.170 FC des arriérés pour les loyers de certaines ambassades et missions diplomatiques de la République Démocratique du Congo de la zone euro ;
- l'acquisition des antipaludéens en faveur de la fédération des centrales d'approvisionnement en médicaments à hauteur de 13.062.599.550 FC ;
- l'acquisition des matériels aratoires, fertilisants, pesticides, appareils de traitement et équipements de transformation et de 5 semoirs à 6 rangs plus pulvérisateurs (lot 5) pour le compte du Ministère de l'Agriculture avec une enveloppe de 6.507.660.269 FC ;
- le montant de 17.455.592.321 FC pour le paiement de 4500 tonnes d'engrais chimiques au profit du service national ;
- la mise à disposition de fonds de 5.000.000.000 FC au profit des déplacés internes du Nord et Sud-Kivu ;
- le paiement de 111.702.515 FC pour l'acquisition de 5 épandeurs portés (1000 litres) en faveur du Ministère de l'Agriculture ;
- la maintenance de la centrale hydroélectrique de KAKOBOLA pour un montant de 430.187.358 FC ;

2. Les données d'exécution de dépenses du budget général par *titre (T)* sont reprises dans le tableau ci-après :

Tableau 1 : Dépenses du budget général par titre à fin mai 2024

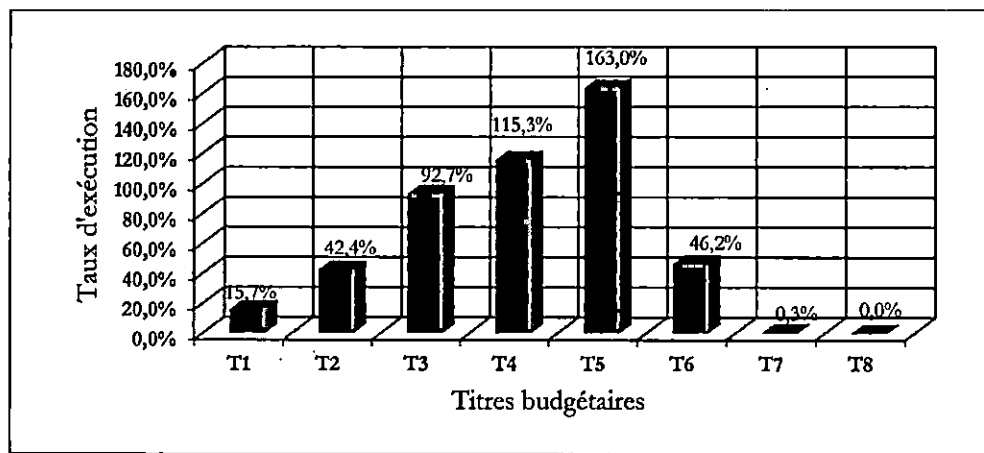
Codé	Titre	Voté	Prévision Linéaire (5 mois)	Exécuté	Taux d'exécution	Structure d'exécution
1	DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL	1 146 860 486 729	477 858 536 137	75 237 445 360	15,7%	1,3%
2	FRAIS FINANCIERS	220 164 435 262	91 735 181 359	38 941 080 123	42,4%	0,7%
3	DEPENSES DE PERSONNEL	8 738 794 334 098	3 641 164 305 874	3 374 588 252 457	92,7%	57,5%
4	BIENS ET MATERIELS	482 286 603 752	200 952 751 563	231 671 009 434	115,3%	3,9%
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	1 130 836 771 220	471 181 988 008	768 084 787 710	163,0%	13,1%
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	7 069 873 101 873	2 945 780 459 114	1 360 484 498 020	46,2%	23,2%
7	EQUIPEMENTS	12 754 038 925 771	5 314 182 885 738	17 143 310 761	0,3%	0,3%
8	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE	5 823 419 283 581	2 426 424 701 492		0,0%	0,0%
Total		37 366 273 942 286	15 569 280 809 286	5 866 150 383 866	37,7%	100%

- Dette publique en capital (T1) : 75.237.445.360 FC contre les prévisions linéaires de 477.858.536.137 FC, soit un taux d'exécution de 15,7% ;
- Frais financiers (T2) : 38.941.080.123 FC contre les prévisions linéaires de 91.735.181.359 FC, soit un taux d'exécution de 42,4% ;
- Dépenses de personnel (T3) : 3.374.588.252.457 FC contre les prévisions linéaires de 3.641.164.305.874 FC, soit un taux d'exécution de 92,7% ;

- **Biens et matériels (T4) : 231.671.009.434 FC** contre les prévisions linéaires de 200.952.751.563 FC, soit un taux d'exécution de **115,3%** ;
- **Dépenses de prestations (T5) : 768.084.787.710 FC** contre les prévisions linéaires de 471.181.988.008 FC, soit un taux d'exécution de **163,0%** ;
- **Transferts et interventions de l'Etat (T6) : 1.360.484.498.020 FC** contre les prévisions linéaires de 2.945.780.459.114 FC, soit un taux d'exécution de **46,2%** ;
- **Equipements (T7) : 17.143.310.761 FC** contre les prévisions linéaires de 5.314.182.885.738 FC, soit un taux d'exécution de **0,3%**.

Les dépenses en construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière ont été en revanche exécutées jusqu'à la phase de l'ordonnancement.

Graphique n°2 : Exécution des dépenses par Titre budgétaire



3. Le tableau ci-après renseigne les exécutions de dépense par *grande fonction* (GF) :

Tableau 2 : Dépenses du budget général par grande fonction à fin mai 2024

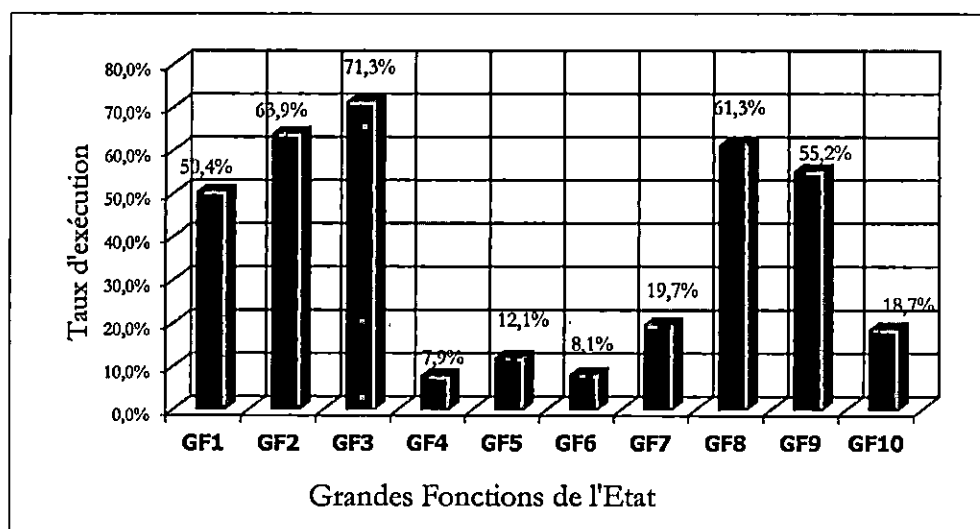
Code	Grande fonction	Voté	Prévision Linéaire (5 mois)	Exécuté	Taux d'exécution	Structure d'exécution
1	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	9 783 402 838 099	4 076 417 849 208	2 053 478 477 602	50,4%	35,0%
2	DEFENSE	2 537 409 297 058	1 057 253 873 774	675 147 683 151	63,9%	11,5%
3	ORDRE ET SECURITE PUBLICS	2 287 297 407 863	953 040 586 610	679 951 664 838	71,3%	11,6%
4	AFFAIRES ECONOMIQUES	8 632 584 450 532	3 596 910 187 721	283 751 582 042	7,9%	4,8%
5	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	327 111 945 614	136 296 644 006	16 493 954 508	12,1%	0,3%
6	LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS	628 978 595 976	262 074 414 990	21 315 354 970	8,1%	0,4%
7	SANTE	5 342 195 433 336	2 225 914 763 890	438 703 254 758	19,7%	7,5%
8	RELIGION, CULTURE, SPORTS ET LOISIRS	310 150 138 200	129 229 224 250	79 203 617 473	61,3%	1,4%
9	ENSEIGNEMENT	6 788 628 950 307	2 828 595 395 961	1 561 459 667 351	55,2%	26,6%
10	PROTECTION SOCIALE	728 514 885 300	303 547 868 875	56 645 127 173	18,7%	1,0%
	Total	37.366.273.942.286	15.569.280.809.286	5.866.150.383.866	37,7%	100%

- **Services généraux des Administrations publiques (GF1) : 2.053.478.477.602 FC** contre les prévisions linéaires de 4.076.417.849.208 FC, soit un taux d'exécution de **50,4%** ;
- **Défense (GF2) : 675.147.683.151 FC** contre les prévisions linéaires 1.057.253.873.774 FC, soit un taux d'exécution de **63,9%** ;

St

- **Ordre et sécurité publics (GF3)** : 679.951.664.838 FC contre les prévisions linéaires de 953.040.586.610 FC, soit un taux d'exécution de 71,3% ;
- **Affaires économiques (GF4)** : 283.751.582.042 FC contre les prévisions linéaires de 3.596.910.187.721 FC, soit un taux d'exécution de 7,9% ;
- **Protection de l'environnement (GF5)** : 16.493.954.508 FC contre les prévisions linéaires de 136.296.644.006 FC, soit un taux d'exécution de 12,1% ;
- **Logement et équipements collectifs (GF6)** : 21.315.354.970 FC contre les prévisions linéaires de 262.074.414.990 FC, soit un taux d'exécution de 8,1% ;
- **Santé (GF7)** : 438.703.254.758 FC contre les prévisions linéaires de 2.225.914.763.890 FC, soit un taux d'exécution de 19,7% ;
- **Religion, culture, sports et loisirs (GF8)** : 79.203.617.473 FC contre les prévisions linéaires de 129.229.224.250 FC, soit un taux d'exécution de 61,3% ;
- **Enseignement (GF9)** : 1.561.459.667.351 FC contre les prévisions linéaires de 2.828.595.395.961 FC, soit un taux d'exécution de 55,2% ;
- **Protection sociale (GF10)** : 56.645.127.173 FC contre les prévisions linéaires de 303.547.868.875 FC, soit un taux d'exécution de 18,7%.

Graphique n°3 : Exécution des dépenses par Grande fonction de l'Etat



4. Les détails sur l'exécution de dépenses du budget général par *rubrique budgétaire* (RB) sont repris dans le tableau ci-dessous :

Sp

Tableau 2 : Dépenses du budget général par rubrique à fin mai 2024

Coda	Rubrique	Voté	Prévision Linéaire (9 mois)	Exécuté	Taux d'exécution	Structure d'exécution
1	Bourse d'Études	10 000 000 000	4 166 666 667		0,0%	0,0%
2	Charges Communes	290 992 034 288	121 246 680 953	55 416 575 886	45,7%	0,9%
3	Contrepartie des Projets	100 978 000 000	42 074 166 667	13 062 599 550	31,0%	0,2%
4	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	820 000 000 000	341 666 666 667		0,0%	0,0%
5	Dette Publique	1 146 860 486 729	477 858 536 137	75 237 445 360	15,7%	1,3%
6	Financement des Réformes	75 000 000 000	31 250 000 000	104 370 918 221	334,0%	1,8%
7	Fonctionnement des Institutions	1 451 432 383 322	604 763 493 051	596 463 676 672	98,6%	10,2%
8	Fonctionnement des Ministères	2 212 474 615 407	921 864 423 086	945 370 965 057	102,5%	16,1%
9	Fonds de Péréquatation	1 957 558 208 134	815 649 253 389		0,0%	0,0%
10	Frais Financiers	220 164 435 262	91 735 181 359	38 941 080 123	42,4%	0,7%
11	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 213 593 041 484	505 663 767 285	284 366 458 301	56,2%	4,8%
12	Investissements sur Ressources Extérieures	11 446 365 603 707	4 769 319 001 545		0,0%	0,0%
13	Investissements sur Ressources Propres	1 696 017 733 150	706 674 055 479		0,0%	0,0%
14	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	3 374 121 166 780	1 405 883 819 492	4 080 711 211	0,3%	0,1%
15	Mise à la Retraite	270 211 249 514	112 588 020 631	38 036 214 032	33,8%	0,6%
16	Rémunérations	8 125 021 236 950	3 385 425 515 396	3 289 658 308 925	97,2%	56,1%
17	Rétrocession aux Régles Financières	1 367 124 995 389	569 635 414 745	380 233 166 696	66,8%	6,5%
18	Subventions aux Organismes Auxiliaires	343 650 000 000	143 187 500 000	1 632 999 996	1,1%	0,0%
19	Subventions aux Services Déconcentrés	22 750 000 000	9 479 166 667		0,0%	0,0%
20	Subventions aux Services Ex-BPO	30 480 000 000	12 700 000 000	793 038 683	6,2%	0,0%
21	Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)	906 327 796 425	377 636 581 844	38 486 225 153	10,2%	0,7%
22	TVA Remboursable	285 150 955 746	118 812 898 228		0,0%	0,0%
Total		37,366,273,942,286	15,569,280,809,286	5,866,150,383,866	37,7%	100%

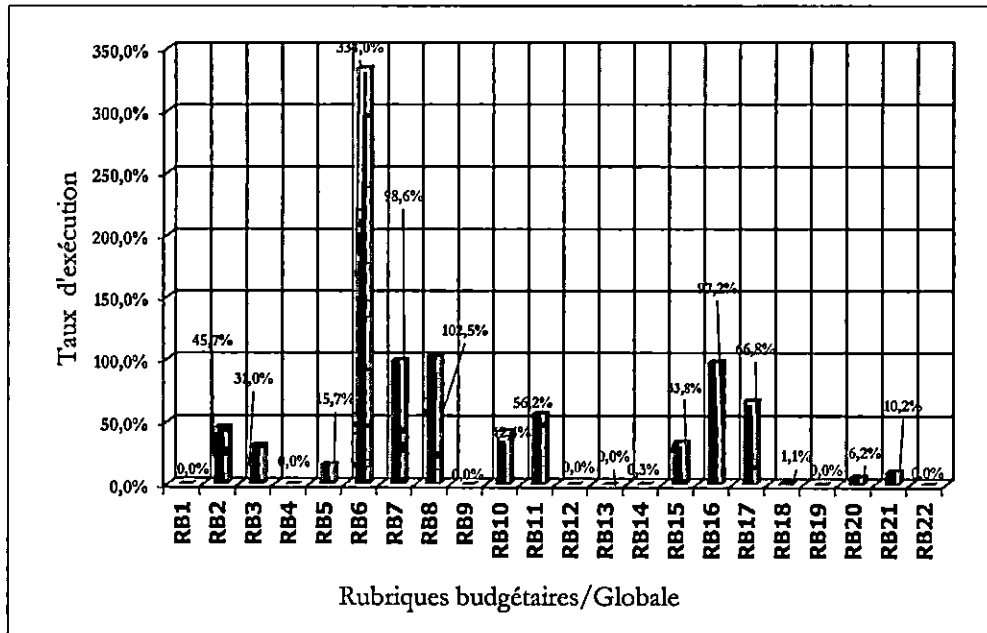
- **Charges communes (RB2) :** 55.416.575.886 FC contre les prévisions linéaires de 121.246.680.953 FC, soit un taux d'exécution de 45,7%. Il s'agit principalement de dépenses exécutées pour le carburant (16.178.731.290 FC), les diverses commissions bancaires (30.564.504.080 FC) et les frais médicaux et pharmaceutiques (8.661.745.516 FC) ;
- **Contrepartie des projets (RB3) :** 13.062.599.550 FC contre les prévisions linéaires de 42.074.166.667 FC, soit un taux d'exécution de 31,0% ;
- **Dette publique (RB5)** quant à elle, est exécutée à 75.237.445.360 FC contre les prévisions linéaires de 477.858.536.137 FC, soit un taux d'exécution de 15,7% essentiellement sur la dette extérieure envers le Club de Kinshasa pour un montant de 18.542.701.034 FC et la dette Multilatérale pour un montant de 56.694.744.326 FC ;
- **Financement des réformes (RB6) :** 104.370.918.221 FC contre les prévisions linéaires de 31.250.000.000 FC, soit un taux d'exécution de 334,0% pour diverses réformes menées dans le pays notamment celle de l'administration publique et des finances publiques à hauteur de 9.080.666.228 FC ;
- **Fonctionnement des Institutions (RB7) :** 596.463.676.672 FC contre les prévisions linéaires de 604.763.493.051 FC, soit un taux d'exécution de 98,6% pour une enveloppe de 347.693.247.680 FC pour le fonds spécial d'intervention, 5.112.440.000 FC pour diverses prestations intellectuelles, d'organisme de formation et divers, 29.513.757.715 FC en faveur de frais secret de recherche et 56.844.365.809 FC pour les différents fonctionnements ;

- **Fonctionnement des Ministères (RB8) : 945.370.965.057 FC** contre les prévisions linéaires de 921.864.423.086 FC, soit un taux d'exécution de 102,5% au profit du fonds spécial d'intervention avec une enveloppe de 234.841.519.729 FC, frais secret de recherche pour une somme de 254.150.098.426 FC et des différents transferts aux ambassades et postes consulaires à hauteur de 13.240.449.483 FC ;
- **Frais financiers (RB10) : 38.941.080.123 FC** contre les prévisions linéaires de 91.735.181.359 FC, soit un taux d'exécution de 10,4%. Il s'agit des intérêts produits par le club de Kinshasa (3.219.543.117 FC) et la dette multilatérale (35.721.537.006 FC) ;
- **Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifiques (RB11) : 284.366.458.301 FC** contre les prévisions linéaires de 505.663.767.285 FC, soit un taux d'exécution de 56,2% au bénéfice des personnes retenues au centre de transit de la Direction Générale de Migration (DGM) de la ville de Kinshasa et dans différents postes frontaliers s'élevant à 125.913.800 FC et aussi des frais d'impression et de diffusion des numéros ordinaires du Journal officiel à hauteur de 644.356.500 FC ;
- **Mise à la retraite (RB15) : 38.036.214.032 FC** contre les prévisions linéaires de 112.588.020.631 FC, soit un taux d'exécution de 33,8% au profit de la pension de retraite et rente des agents et fonctionnaires de l'Etat particulièrement celle des militaires des provinces du Haut-uele, de Butembo et du Nord-ubangi et d'autres provinces ainsi que des magistrats civils émérites et honoraires ;
- **Rémunérations (RB16) : les rémunérations payées à fin mai se sont chiffrées à 3.289.658.308.925 FC** contre une prévision linéaire de 3.385.425.515.396 FC, soit un taux d'exécution de 97,2%. Il est à noter que ces rémunérations représentent 56,1% des dépenses du budget général exécutées ;
 Au deuxième trimestre 2024, certaines politiques salariales ont été exécutées, il s'agit de la mécanisation, la correction des grades et la régularisation des certains agents et fonctionnaires des différentes administrations de la fonction publique notamment : 155 agents au sein des diverses institutions d'enseignement supérieur et universitaire pour une enveloppe de 107.840.135 FC ; 267 unités de Finances pour 255.554.600 FC et 4.406 pour 434.489.529 FC ; l'application de la grille barémique de la prime permanente auprès de 984 agents de l'Entreprenariat (239.593.906 FC) ; 188.886.908 FC pour 1.099 agents de l'Office des Voiries et Drainages et 1485 agents pour le PTNTIC (304.284.004 FC) ; la prise en charge de la prime permanente avec une somme de 498.000.000 FC de 85 membres de la Commission Permanente Chargée du Suivi et de l'Installation Progressive des Parquets Généraux Près les Cours Administratives d'Appel et des Parquets Près les Tribunaux Administratifs du pays.
- **Rétrocession aux Administrations financières (RB17) : 380.233.166.696 FC** contre les prévisions linéaires de 569.635.414.745 FC, soit un taux d'exécution de 66,8% ;
- **Subventions aux organismes auxiliaires (RB18) : la subvention aux budgets annexes, au mois de mai, a été exécutée au montant de 1.632.999.996 FC** contre une prévision linéaire de 143.187.500.000 FC, soit un taux d'exécution de 1,1% ;
- **Subventions aux services ex-BPO (RB20) : 793.038.683 FC** contre les prévisions linéaires de 12.700.000.000 FC, soit un taux d'exécution de 6,2% ;
- **Transfert aux Provinces et ETD (RB21) : 38.486.225.153 FC** contre les prévisions linéaires de 377.636.581.844 FC, soit un taux d'exécution de 10,2%.

Pour cette période, les rubriques bourse d'étude (RB1), Dépenses exceptionnelles sur ressources propres (RB4), Fonds de péréquation (RB9), Investissements sur ressources extérieures

(RB12), Investissements sur ressources propres (RB13), Subvention aux Services Déconcentrés (R19), et la TVA remboursable (RB22) n'ont pas été payées.

Graphique n°4 : Exécution par rubrique budgétaire/Globale



5. Les *Charges transférées en Provinces et ETD* (40%) ont connu une exécution de 1.246.277.063.940 FC, contre les prévisions linéaires de 3.094.208.869.414 FC, soit un taux d'exécution de 40,3%.

Notons que la grande partie de dépenses des charges transférées en province a été payée dans la rubrique Rémunération à la hauteur de 1.203.710.127.576 FC contre les prévisions linéaires de 1.310.688.468.078 FC, soit un taux d'exécution de 91,8% ;

Le niveau d'exécution de la rubrique Investissements sur Transfert aux Provinces et ETD a été influencé principalement par l'implantation des parcs agricoles (451.818.810 FC) ainsi que l'acquisition des tracteurs et autres engins agricoles (1.243.539.855 FC) pour la province de Bas-Uele et le projet de Construction des infrastructures sanitaires (2.385.352.546 FC) dans le Tanganyika.

6. Les dépenses sociales retenues dans la loi de finances 2024, correspondant au critère des *dépenses de lutte contre la pauvreté* (DLCP), indiquent un niveau de 1.804.342.216.029 FC, contre les prévisions linéaires de 5.634.209.686.650 FC, soit un taux d'exécution de 32,0%.

Le tableau ci-dessus renseigne les détails de l'exécution de dépenses de la lutte contre la pauvreté (DLCP) par rubrique budgétaire.

JL

Tableau 3 : Dépenses sociales à fin mai 2024

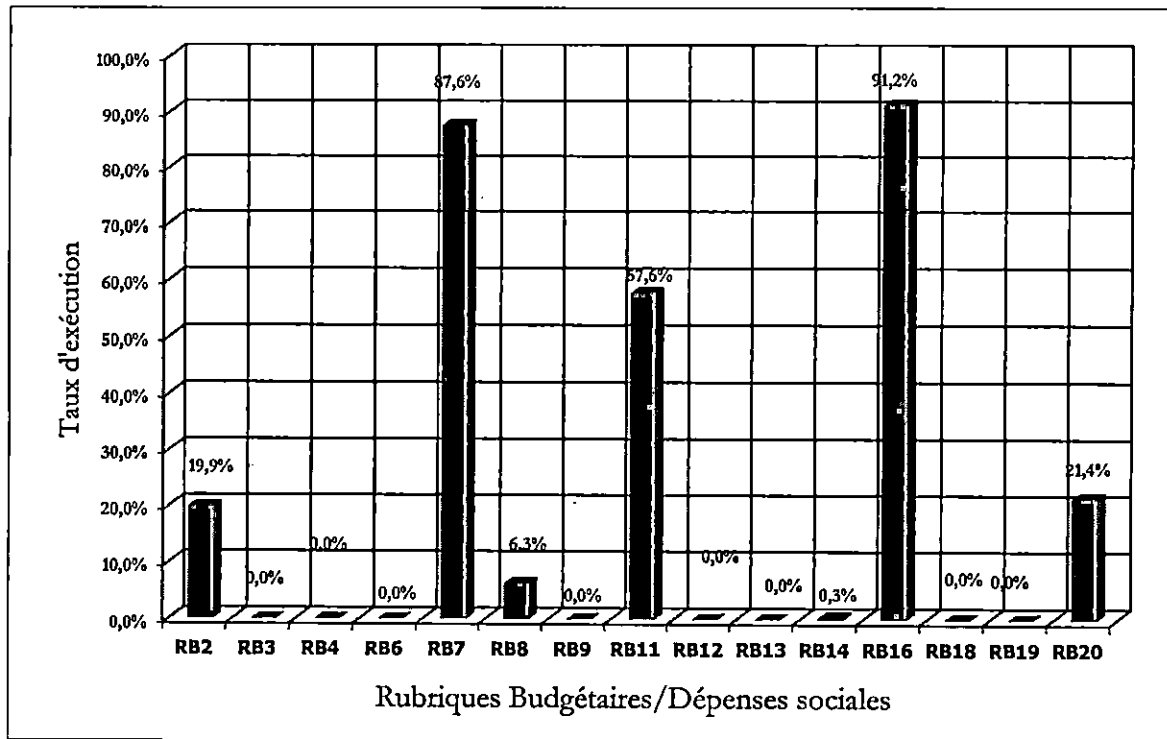
Code	Rubrique	Voté	Prévision Linéaire (5 mois)	Exécuté	Taux d'exécution	Structure d'exécution
1	Charges Communes	104 826 344 788	43 677 643 662	8 673 340 516	19,9%	0,5%
2	Contrepartie des Projets	16 098 214 922	6 707 589 551		0,0%	0,0%
3	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	40 000 000 000	16 666 666 667		0,0%	0,0%
4	Financement des Réformes	6 056 470 250	2 523 529 271		0,0%	0,0%
5	Fonctionnement des Institutions	202 095 680 546	84 206 533 561	73 755 419 484	87,6%	4,1%
6	Fonctionnement des Ministères	247 457 613 862	103 107 339 109	6 461 454 047	6,3%	0,4%
7	Fonds de Péréquation	924 554 874 163	385 231 197 568		0,0%	0,0%
8	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	401 436 723 890	167 265 301 621	96 318 056 524	57,6%	5,3%
9	Investissements sur Ressources Extérieures	4 079 136 751 589	1 699 640 313 162		0,0%	0,0%
10	Investissements sur Ressources Propres	357 491 775 297	148 954 906 374		0,0%	0,0%
11	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	2 809 849 709 242	1 170 770 712 184	4 080 711 211	0,3%	0,2%
12	Rémunérations	4 247 343 487 418	1 769 726 453 091	1 614 553 234 247	91,2%	89,5%
13	Subventions aux Organismes Auxiliaires	74 171 963 063	30 904 984 610		0,0%	0,0%
14	Subventions aux Services Déconcentrés	3 571 231 839	1 488 013 266		0,0%	0,0%
15	Subventions aux Services Ex-BPO	5 594 909 510	2 331 212 296	500 000 000	21,4%	0,0%
16	Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)	2 417 497 582	1 007 290 659		0,0%	0,0%
Total		13 522 103 247 961	5 634 209 686 650	1 804 342 216 029	32,0%	100%

- **Charges communes (RB2) : 8.673.340.516 FC** contre les prévisions linéaires de 43.677.643.662 FC, soit un taux d'exécution de 19,9% ;
- **Fonctionnement des Institutions (RB7) : 73.755.419.484 FC** contre les prévisions linéaires de 84.206.533.561 FC, soit un taux d'exécution de 87,6% ;
- **Fonctionnement des Ministères (RB8) : 6.461.454.047 FC** contre les prévisions linéaires de 103.107.339.109 FC, soit un taux d'exécution de 6,3% ;
- **Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifiques (RB11) : 96.318.056.524 FC** contre les prévisions linéaires de 167.265.301.621 FC, soit un taux d'exécution de 57,6% ;
- **Investissements sur transfert aux Provinces et ETD (RB14) : 4.080.711.211 FC** contre les prévisions linéaires de 1.170.770.712.184 FC, soit un taux d'exécution de 0,3% ;
- **Rémunérations (RB16) : 1.614.553.234.247 FC** contre les prévisions linéaires de 1.769.726.453.091 FC, soit un taux d'exécution de 91,2% ;
- **Subventions aux Services ex-BPO (RB20) : 500.000.000 FC** contre les prévisions linéaires de 2.331.212.296 FC, soit un taux d'exécution de 21,4%.

Pour cette période, la rubrique Contrepartie des projets (RB3), Dépenses exceptionnelles sur ressources propres (RB4), Financement des réformes (RB6), Fonds de péréquation (RB9), Investissements sur ressources extérieures (RB12), Investissements sur ressources propres (RB13), Subventions aux organismes auxiliaires (RB18), Subventions aux Services Déconcentrés (R19) et le Transfert aux provinces et ETD (fonctionnement) (RB21) n'ont connu aucun paiement.

8/10

Graphique n° 5 : Exécution par rubrique budgétaire/Dépenses sociales



II. SUIVI DE LA FLUIDITE DU CIRCUIT

1. Les informations relatives aux différentes étapes de l'exécution de la dépense globale en termes de nombre de dossiers et en valeur sont affichées dans les tableaux 1 et 2.

Tableau n°1 : Nombre de dossiers de dépenses globales par étape de la Chaîne

Code	Titre	Engagé 1	Liquidé 2	Ordonné 3	Payé 4	Structure	Taux (4/1)
1	DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL	27	27	25	24	0,0%	88,9%
2	FRAIS FINANCIERS	59	59	59	59	0,1%	100,0%
3	DEPENSES DE PERSONNEL	51 930	51 930	51 842	51 627	74,3%	99,4%
4	BIENS ET MATERIELS	765	764	708	540	0,8%	70,6%
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	14 576	14 572	14 410	14 142	20,4%	97,0%
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	4 049	4 024	3 388	3 039	4,4%	75,1%
7	EQUIPEMENTS	30	30	17	16	0,0%	53,3%
8	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE	10	10	2		0,0%	0,0%
Total		71 446	71 416	70 451	69 447	100%	97,2%

Après étude des données du tableau n°1, la grande partie des dépenses de l'Etat pour cette période a été effectuée en faveur des dépenses de personnel.

Les investissements (équipements et construction, réfection et réhabilitation) n'ont quasiment pas été payés. Un effort devra être fourni pour renverser cette tendance, afin de permettre l'exécution des investissements, facteur de croissance et du développement.

JF

Tableau n°2 : Exécution des dépenses globales par étape de la Chaîne de la dépense en valeur et leur taux de fluidité

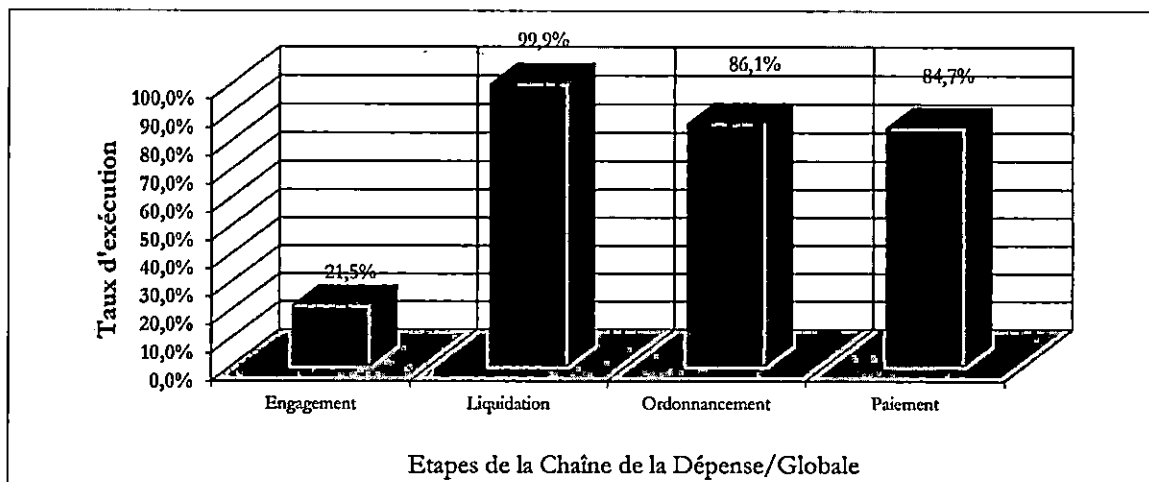
Code	Titre	Crédit Voté	Engagement		Liquidation		Ordonnancement		Payé	
			Montant	TF	Montant	TF	Montant	TF	Montant	TF
1	DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL	1 146 860 486 729	95 620 626 233	8,3%	95 620 626 233	100,0%	80 795 998 360	84,5%	75 237 445 360	93,1%
2	FRAIS FINANCIERS	220 164 435 262	38 941 080 131	17,7%	38 941 080 131	100,0%	38 941 080 123	100,0%	38 941 080 123	100,0%
3	DEPENSES DE PERSONNEL	8 738 794 334 098	3 437 852 196 610	39,3%	3 437 852 196 610	100,0%	3 420 355 565 246	99,5%	3 374 588 252 457	98,7%
4	BIENS ET MATERIELS	482 286 603 752	432 142 003 080	89,6%	431 708 879 454	99,9%	374 245 201 359	86,7%	231 671 009 434	61,9%
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	1 130 836 771 220	1 081 924 791 425	95,7%	1 079 080 947 906	99,7%	926 634 998 589	85,9%	768 084 787 710	82,9%
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	7 069 873 101 873	2 813 472 814 471	39,8%	2 812 198 619 053	100,0%	2 010 961 695 011	71,5%	1 360 484 498 020	67,7%
7	EQUIPEMENTS	12 754 038 925 771	115 263 949 503	0,9%	115 263 949 503	100,0%	70 609 473 273	61,3%	17 143 310 761	24,3%
8	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE	5 823 419 283 581	31 177 754 791	0,5%	31 177 754 791	100,0%	1 878 150 607	6,0%		0,0%
Total		37 366 273 942 286	8 046 395 216 245	21,5%	8 041 844 053 682	99,9%	6 924 422 162 568	86,1%	5 866 150 383 866	84,7%

(I.F.) = Taux de fluidité d'une étape à une autre en %.

2. Dans l'ensemble, les différentes étapes de l'exécution de la dépense globale affichent les statistiques suivantes :

- **Engagement** : 8.046.395.216.245 FC, contre les prévisions linéaires de 15.569.280.809.286 FC, soit un taux global de fluidité de 21,5% ;
- **Liquidation** : 8.041.844.053.682 FC dégageant un taux global de fluidité de 99,9% par rapport aux engagements ;
- **Ordonnancement** : 6.924.422.162.568 FC, renseignant un taux global de fluidité de 86,1% par rapport aux liquidations ;
- **Paiement** : 5.866.150.383.866 FC indiquant un taux global de fluidité de 84,7% par rapport aux ordonnancements.

Graphique n°6 : Exécution de dépenses par étape de la Chaîne/Globale



ffz

3. Les données relatives aux différentes étapes de l'exécution de la dépense de lutte contre la pauvreté en termes des volumes de dossiers et en valeur sont renseignées dans les tableaux 3 et 4 ci-après :

Tableau n°3 : Volume de dossiers de dépenses sociales par étape de la Chaîne.

Code	Titre	Engagé	Liquidé	Ordonné	Payé	Structure
3	DEPENSES DE PERSONNEL	24 090	24 090	24 086	24 074	93,8%
4	BIENS ET MATERIELS	85	85	83	77	0,3%
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	197	196	176	107	0,4%
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	1 556	1 532	1 473	1 401	5,5%
7	EQUIPEMENTS	18	18	12	15	0,1%
8	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE	9	9	1		0,0%
Total		25 955	25 930	25 831	25 674	100,0%

Du tableau n° 3 ci-dessus, il se dégage que les Dépenses sociales sont plus orientées vers les dépenses du personnel.

Tableau n°4 : Exécution en valeur de dépenses sociales par étape de la Chaîne

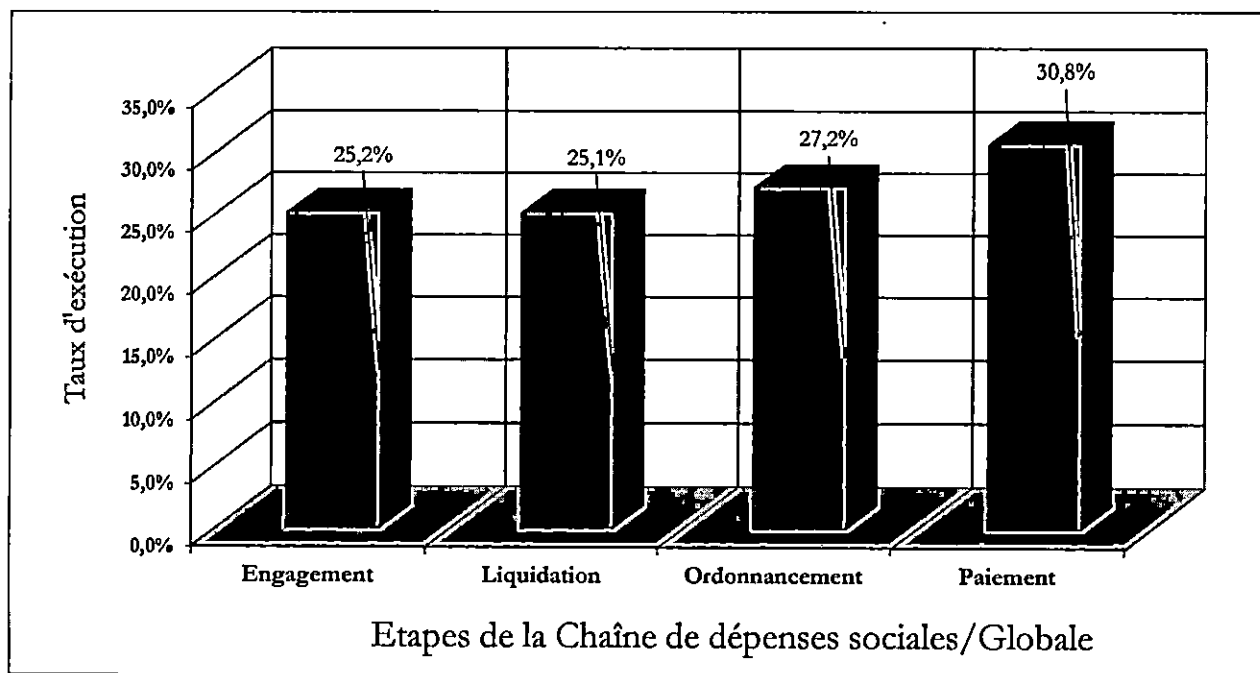
Code	Titre	Crédit Voté	Engagement		Liquidation		Ordonnement		Paiement	
			Montant	TF	Montant	TF	Montant	TF	Montant	TF
3	DEPENSES DE PERSONNEL	4 321 230 615 255	1 625 439 031 253	37,6%	1 625 439 031 253	100,0%	1 624 679 573 753	100,0%	1 621 476 486 146	99,8%
4	BIENS ET MATERIELS	85 322 240 615	16 523 967 337	19,4%	16 523 967 337	100,0%	16 323 967 337	98,8%	14 948 617 337	91,5%
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	248 155 667 385	64 731 355 890	26,1%	63 366 909 040	97,9%	43 756 855 969	69,1%	14 861 275 415	34,0%
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	677 845 901 911	254 746 476 810	37,6%	253 472 281 392	99,5%	181 453 757 272	71,6%	148 975 125 920	82,1%
7	EQUIPEMENTS	4 313 446 291 559	32 867 340 016	0,8%	32 867 340 016	100,0%	17 611 516 351	53,6%	4 080 711 211	23,2%
8	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE	3 876 102 531 236	29 729 791 543	0,8%	29 729 791 543	100,0%	430 187 358	1,4%		0,0%
Total		13 522 103 247 961	2 024 037 962 848	15,0%	2 021 399 320 580	99,9%	1 884 255 858 041	93,2%	1 804 342 216 029	95,8%

4. Comparées aux dépenses globales, suivant les différentes étapes de la chaîne, les dépenses sociales ont été exécutées comme suit :

- **Engagement** : 2.024.037.962.848 FC, soit un taux de 25,2% par rapport aux engagements globaux ;
- **Liquidation** : 2.021.399.320.580 FC, soit un taux de 25,1% par rapport aux liquidations globales ;
- **Ordonnement** : 1.884.255.858.041 FC, soit un taux de 27,2% par rapport aux ordonnancements globaux ;

- Paiement : 1.804.342.216.029 FC, soit un taux de 30,8% par rapport aux transferts globaux.

Graphique n°7 : Exécution par étape des dépenses sociales par rapport aux dépenses globales



III. Programme de Développement local à la base de 145 territoires

a. Brève présentation du programme PDL-145 T

La République Démocratique du Congo s'est résolue d'étendre son développement à travers tout son territoire national par un grand projet ayant une vision élargie de développement à la base initié par le Président de la République Démocratique du Congo intitulé « **Programme de Développement Local de 145 Territoires** » PDL-145T en sigle. Ce projet vise principalement à combattre la pauvreté et les inégalités sociales dans les différents milieux de vie de la population congolaise à travers la réduction des inégalités, la redynamisation des activités économiques locales, la transformation des conditions et du cadre de vie dans les zones jusque-là mal desservies par les infrastructures et services sociaux de base.

La mise en œuvre de PDL-145T qui bénéficie des financements du Trésor public et des contributions des partenaires au développement (PTFs) est exécutée par les trois agences, à savoir : le Bureau Central de Coordination (BCECO), la Cellule des Financements en faveur des Etats Fragiles (CFEF) et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

Au 31 décembre 2022, le Gouvernement a lancé le démarrage de deux volets du PDL-145T, à savoir :

- Composante 1 : Construction des écoles, centres de santé et bâtiments administratifs ;
- Composante 2 : Réhabilitation et entretien des routes de desserte agricole.

A ce jour, le niveau d'exécution connaît un progrès significatif dans la première composante.

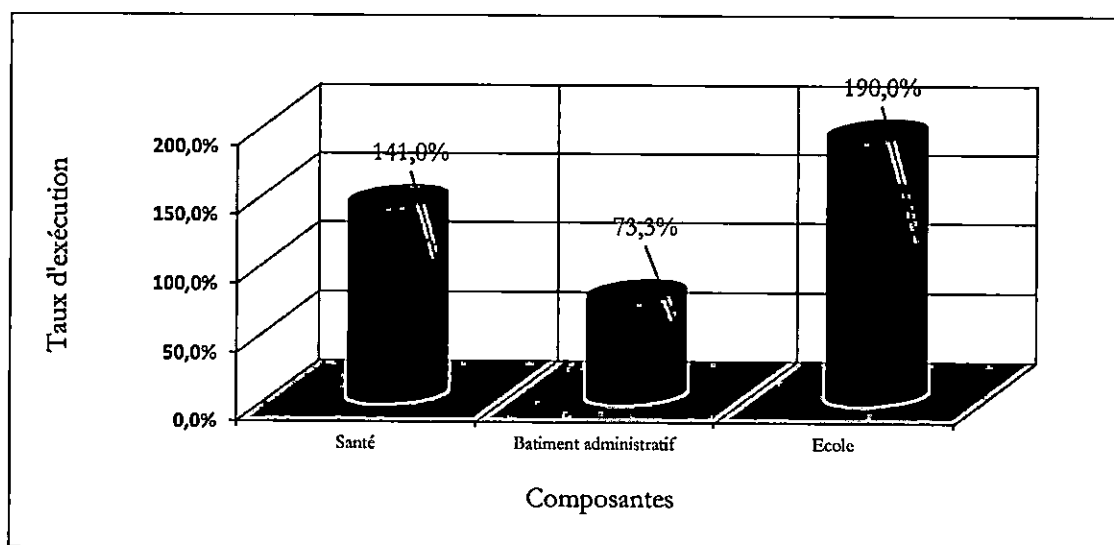
SP

b. Synthèse sur les exécutions de PDL-145 T

Au deuxième trimestre 2023, les projets PDL-145T ont été exécutés à hauteur de 266.459.352.909 FC, soit 44,8% par rapport aux prévisions linéaires de 594.460.292.338 FC de l'ensemble de projets PDL-145T et de 129,1% contre les prévisions linéaires de 206.350.967.622 FC liés uniquement aux projets de construction d'écoles, de centres de santé et bâtiments administratifs.

- Construction de centres de santé : 74.607.522.600 FC contre les prévisions linéaires de 52.898.299.595 FC, soit un taux d'exécution de 141,0 %.
- Construction d'écoles : 129.294.821.416 FC contre les prévisions linéaires de 68.062.002.797 FC, soit un taux d'exécution de 190,0%.
- Construction de bâtiments administratifs : 62.557.008.893 FC contre les prévisions linéaires de 85.390.665.230 FC, soit un taux d'exécution de 73,3 %.

Graph. n°8 : Exécution de la composante 1



NB : Par ailleurs, il sied de signaler que les données **PDL-145T** au troisième trimestre 2023 sont en cours de traitement. En outre, ce programme, comptant dans la vision de Son Excellence Monsieur le Président de la République, parmi les acquis phares du quinquennat antérieur, a reçu le crédit d'un montant de 755.490.000.000 FC dans la loi de finances 2024.

IV. OBSERVATION

Il importe de rappeler à tous les acteurs de la chaîne de la dépense que la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) devra capter les avis de débits tels que lui a envoyé par la Banque Centrale du Congo (BCC). Cela permettra à la DGPPB qui a en charge le suivi statistique de l'exécution du Budget, de produire des ESB exhaustifs et crédibles dans les délais.

Spz

V. RECOMMANDATIONS

Au cours de la réunion du 13 octobre 2023 sur la conciliation des chiffres entre l'ESB et le TOFE/PTR, réunissant tous les intervenants dans la chaîne de la dépense, il se dégage les points ci-dessous :

- la production des **ESB** et leur affichage est un engagement du Gouvernement de la République Démocratique du Congo et une exigence des Partenaires Techniques et Financiers, le respect du Manuel des procédures et du circuit de la dépense publique, le captage régulier des informations des dépenses effectuées sur ressources extérieures, dans le délai, conformément à l'Arrêté interministériel (Finances-Budget-Plan) portant réglementation du circuit d'information sur les ressources extérieures, en vue de permettre l'exhaustivité des statistiques de l'exécution de dépenses et leur reflet dans les **ESB** ;
- la mise en place d'un environnement test par la **CII** pour résoudre le problème de réception systématique des avis de débit dans la chaîne de la dépense ;
- le respect du calendrier de transmission des encaissements et des décaissements du Trésor à la **DGPPB** convenu en date du 04 octobre 2021 entre la **DGPPB** et la **DGTCP** pour permettre à la **DGPPB** de résorber cet écart et de produire les **ESB** conciliés ;
- la transmission régulière par les agences (**CFEF, BCECO, PNUD**), de l'exécution de dépenses de **PDL-145T** pour leur intégration dans la chaîne de la dépense afin d'être comptabilisé dans les **ESB**.

Fait à Kinshasa, le 18 JUIN 2024

Rolly LENGU MBEMBO
Directeur Général

